

ANALYSE 2009

La Turquie dans le contexte géopolitique du 21^{ème} siècle



*Publié avec le soutien du service de l'éducation permanente de la
Communauté française*

La Turquie dans le contexte géopolitique du 21e siècle

Historiquement, géographiquement et en partie culturellement, la Turquie se trouve, depuis des siècles, en contact direct et en interpénétration réciproque avec l'Europe mais aussi avec les pays du Moyen-Orient, le Caucase méridional et l'Iran, ainsi qu'indirectement avec l'Asie centrale. C'est ce qui donne au pays une spécificité réelle et durable en termes de localisation, non sans risque d'ordre géopolitique. C'est ce que nous analyserons ci-dessous.

La société turque

La société turque reste divisée. Elle est fragilisée sur les problèmes de fond conflictuels, sans qu'existe un quelconque contrat social acceptable par tous. Les coups d'état militaires successifs en 1960, 1971 et 1980 ainsi que les interventions musclées, notamment en 1997, témoignent, de cette instabilité politique constante. C'est sous la dictature militaire que l'insertion du pays dans le capitalisme international s'est opérée. Insertion qui a entraîné depuis lors l'accroissement des déséquilibres socio-régionaux. Les inégalités, qu'elles soient sociales, ethniques et régionales, constituent un frein au développement économique et créent des tensions entre les classes sociales et certains blocages dans le système politique. L'Islam turc, caractérisé par une grande diversité, ne se prête cependant guère à un islamisme militant de masse, alors que la question kurde donne l'occasion aux pays avoisinants d'intervenir en Turquie et vice-versa.

Néanmoins, les résultats électoraux de novembre 2002, de mars 2004 et de juillet 2007, comme la politique poursuivie en conséquence, tendraient à changer assez profondément les tendances observées dans le passé. Faire partie de l'Union européenne stabiliserait sans doute le pays. Il n'empêche que les partis dominants de Turquie pourraient subir des pressions, dans un sens ou un autre, de certains milieux militaires ou musulmans qui combattent le processus de démocratisation en cours ou encore des pressions d'événements de politique internationale.

Quels rapports de voisinage ?

Le principe de bon voisinage avec les pays arabes a été difficilement établi ces dernières années. Par contre, des manifestations anti-guerre ont été fort suivies. De plus, la crainte de la constitution d'un Etat kurde et de l'occupation par ce dernier des champs pétroliers irakiens hante depuis toujours Ankara. L'ensemble de ces éléments l'emporterait sur toute autre considération face aux Etats-Unis d'Amérique et a provoqué une tension certaine avec Washington depuis 2003. Il en résulte que la Turquie, dans sa vision de puissance régionale, se trouve sans appui extérieur. C'est ce qui l'incite d'ailleurs à être fort prudente avec ses voisins et à s'approcher davantage de l'Union européenne.

Dans ce contexte, la Turquie joue un rôle capital comme base, sphère d'influence et élément de liaison, qu'il s'agisse de l'Irak, de la Palestine, du Caucase méridional ou de l'Asie centrale, ou encore de voies de dégagement de produits énergétiques vers la Méditerranée, la Bulgarie ou la Roumanie. En même temps, ses multiples fragilités internes comme ses ambitions géopolitiques se prêtent parfaitement à des manœuvres d'intimidation et de corruption.

Enjeux stratégiques de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne

Nous pensons qu'il devient également plausible que la solution à la question chypriote, les réformes déjà effectuées et appliquées et la mise en place d'une armée européenne ouvrent à la Turquie la possibilité d'accélérer les négociations avec l'UE. La volonté "d'approfondir l'UE avant de l'élargir" a échoué; alors il ne reste, comme J. Fischer l'explique, "qu'à obliger l'Union à renforcer ses institutions, ses compétences et ses capacités de décisions par la nécessité stratégique". Néanmoins, en ce qui concerne la Turquie, il importe dans cette perspective que toutes les conditions d'adhésion soient remplies. De prime abord, il convient avant tout que la Charte européenne des droits de l'homme soit pleinement appliquée dans le pays.

Outre la démocratisation judiciaire, la liberté assurée de médias pluralistes et la séparation des pouvoirs (judiciaire, législatif et exécutif), ainsi que la séparation indiscutable de l'Etat et des mouvements religieux et l'élimination complète des tortures constituent des enjeux de premier plan. Un test significatif en cette matière serait le respect total et effectif du principe de l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie quotidienne. Il ne s'agit évidemment pas d'interdire ou de contrôler le port de foulards en Turquie, mais beaucoup plus de surveiller, strictement et à l'aide notamment des organisations féminines locales, la question de l'égalité homme-femme effective dans l'ensemble de la vie en société, y compris dans le couple, au-delà du processus d'adhésion.

Il existe beaucoup d'autres objections qu'il ne faut certes pas minimiser et qui se nomment entre autres : le chaos au Moyen-Orient, la question des Kurdes et d'autres minorités, l'influence et la présence américaines, le niveau de développement insuffisant, le problème budgétaire, etc. Par ailleurs, certains milieux turcs seraient particulièrement favorables à faire coïncider l'UE avec l'OTAN et, de cette façon, à « américaniser » davantage l'Europe. Toutefois, d'autres milieux notamment militaires et dont les convictions sont partagées par beaucoup d'Américains craignent de renforcer, par l'adhésion de la Turquie à l'UE, l'autonomie de cette dernière en termes géostratégiques face à Washington.

Certains soulèvent l'objection que le monde ottoman est ennemi héréditaire de l'Europe chrétienne. A quoi on peut répondre que ce sont précisément deux ennemis historiquement héréditaires, la France et l'Allemagne, qui sont à l'origine du processus d'intégration européenne : la réconciliation est condition de paix durable, mais cette réconciliation n'est aussi possible que sur la base d'initiatives modestes au départ, mais capables de rejoindre les intérêts communs.

Favorable à l'adhésion, la majorité du peuple turc, même si elle est en régression ces derniers temps, a plus à y gagner qu'à y perdre, ne fût-ce qu'en diminuant la "sauvagerie" du capitalisme grâce à l'introduction de l'acquis communautaire et à l'élimination de l'arbitraire de "l'occupation" américaine par la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense). L'adhésion turque pourrait puissamment contribuer à la réalisation de la PESD mais bien sûr dans le cadre de la géostratégie propre au pays. D'aucuns soulignent même que l'adhésion de la Turquie serait une occasion de faire entrer, de facto, un pays où l'Islam s'avérerait modéré et démocratique, et de cette manière, de favoriser le pluralisme et la tolérance en Europe. Ce serait une manière d'augmenter l'influence de l'UE dans les Proche- et Moyen-Orient et notamment en Israël avec qui la Turquie s'entend, malgré les apparences.

Il n'est pas non plus négligeable que l'adhésion pourrait constituer une sorte de stabilisateur de la Turquie et même pour l'ensemble de la région, si troublée notamment par l'interventionnisme américain. Il nous semble que, du point de vue de l'UE, une Turquie à l'intérieur constitue un moindre « risque géopolitique » qu'à l'extérieur. De plus, le pays constitue une pièce maîtresse dans le cadre du "processus de Barcelone" de l'UE et de la

PESD qui se mettent actuellement en place avec quelques difficultés dans l'UE, face notamment à la problématique des Balkans et du Caucase méridional.

Qu'en pensent les populations ?

Il eût été également intéressant d'aborder ici l'avis de nos concitoyens, Belges et Européens sur la question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. De même, l'avis des Diasporas turques vivant en Belgique nous semblait important à évoquer et prendre en compte. Mais la richesse des discussions et des rencontres sur ce thème que les membres de la Commission « Europe : cultures et élargissement » de Pax Christi Wallonie-Bruxelles ont pu avoir ont incité la Commission à y consacrer une analyse à part entière.

Olivier Duhayon,
Chargé de projets à Pax Christi Wallonie-Bruxelles,
et Nicolas Bárdos-Féltoronyi,
Membre de la Commission « Europe : cultures et élargissement »
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles,
Décembre 2009.

Cette analyse a fait l'objet d'un article dans notre trimestriel
Signes des Temps de Décembre 2009